

Point de vue



La droite est-elle prête pour 2017 ?



ALEXIS FEERTCHAK

ALEXIS FEERTCHAK

La droite est-elle prête pour 2017 ?

OCTOBRE 2016

Point de vue

SOMMAIRE

PRÉFACE

Dominique Lecourt

p. 5

LA DROITE EST-ELLE PRÊTE POUR 2017 ?

Alexis Feertchak

p. 7

LES PUBLICATIONS DE L'INSTITUT DIDEROT

p. 31

PRÉFACE

Il y a quelque chose de désespérant dans le tour qu'a pris le débat politique sur l'avenir de notre pays. Jamais peut-être, aux yeux de l'opinion, l'action politique n'a été frappée d'une impuissance aussi manifeste. Un Français sur deux affirme ne plus faire confiance à aucun des trois principaux partis de l'échiquier politique pour redresser l'économie et lutter contre le chômage¹. Notre monde est devenu la proie de puissances politico-médiatiques qui imposent leurs visions et leurs intérêts.

Alexis Feertchak montre bien ce qu'il risque de nous en coûter. Va-t-on continuer longtemps à faire de la « question musulmane » le centre, presque exclusif, du débat politique ? Les primaires de la droite et d'une partie du centre, cette année, vont-elles, autant que celles de la gauche de 1995, 2006 et 2011, y contribuer à coup de « burkini » ou autre plaisanterie appropriée à l'hystérie argumentative des intellectuels ? L'essentiel pour le peuple français, ne résidait-il pas plutôt dans la perspective économique et sociale d'un pays durement secoué par les crises successives ? À la question, « dans la perspective de la prochaine élection présidentielle, qu'est-ce qui compte le plus pour vous ? », 64 % des sondés répondent que ce sont les thèmes économiques et sociaux ! Les thèmes identitaires et de sécurité loin derrière. Même si la lutte contre l'islam radical est évidemment un combat à mener. Cela aurait dû être fait depuis des lustres. On attend des candidats qu'ils se penchent sur la gravité de la situation. Que l'avenir de l'enseignement fasse l'objet d'un réexamen complet, en rupture avec les dogmes pédagogistes qui ont miné depuis des décennies le système éducatif de notre pays. Que les candidats nous expliquent comment ils vont restaurer l'autorité de l'État, si mal en point depuis bien des années. On voudrait par exemple qu'ils montrent ce qu'est qu'une Loi, dûment appliquée... On attend des candidats qu'ils cessent de se défausser sur l'Europe de toutes les difficultés rencontrées, qu'ils n'idéalisent pas davantage un processus – la

1. Sondage Elabe pour BFMTV (29 et 30 août 2016).

dite construction européenne – que les peuples rejettent chaque fois qu'on leur pose la question de son avenir. On peut espérer enfin, qu'ils éclairent la réalité de la politique extérieure de la France, aujourd'hui trop soumise aux exigences des États-Unis...

Concentrer toute l'argumentation de la campagne qui s'ouvre sur la « question musulmane » apparaît suicidaire, à droite comme à gauche. Ce sont les électeurs du Front National qui ont de longue date préempté à leur profit les thèses identitaires et sécuritaires. Si les candidats aux primaires de la droite se laissent emporter par une vision de la société qui ne correspond pas à l'espérance des peuples, la catastrophe tant annoncée d'une victoire du Front National risque de se produire demain ou après-demain. 2022 ne sera pas uniquement la date de la coupe du monde de football au Qatar mais une nouvelle année d'élection dans notre pays.

Pr. Dominique Lecourt
Directeur général de l'Institut Diderot

La droite est-elle prête pour 2017 ?

Prononcez seulement le nom des « primaires ouvertes de la droite et du centre » et votre interlocuteur haussera les épaules, de dépit certainement, mais encore davantage d'ennui. C'est un triste constat dans la mesure où, parmi les douze candidats déclarés, auquel il faut ajouter Nicolas Sarkozy, figure avec une probabilité forte le prochain président de la République, qui aura la lourde charge de succéder à un François Hollande dont la fin de règne a probablement commencé quelques mois après son entrée à l'Élysée. Le spectacle actuel des primaires républicaines augure-t-il d'un retour à la normale pour la dignité de la fonction présidentielle ou la dégradation rapide de celle-ci sous le quinquennat de François Hollande n'est-elle qu'une étape supplémentaire dans une crise politique beaucoup plus profonde ?

A y bien songer, l'existence même de « primaires ouvertes » – néanmoins barricadées à outrance² comme si les partis politiques subissaient un siège de plusieurs années – apparaît de prime abord comme une incongruité dans le paysage institutionnel de la très gaullienne Cinquième république. Il n'était guère étonnant que la gauche, qui a du goûter à ces institutions avant de les aimer, se laissât aller à un tel changement culturel. Mais que la droite, pour une part héritière directe du gaullisme, saute aujourd'hui le pas est davantage une petite révolution politique. A moins que, dans la continuité d'un changement de nom récent, l'ancien RPR ait décidé de prendre encore davantage modèle sur le Parti

2. La charte de la primaire précise que chaque déclaration de candidature devra être parrainée d'ici au 9 septembre « par au moins deux cent cinquante élus habilités à présenter un candidat en vue de l'élection présidentielle, répartis sur au moins trente départements, sans que plus d'un dixième des signataires de la présentation puissent être issus d'un même département, parmi lesquels au moins vingt-cinq parlementaires ». Il faut également au candidat présenter le soutien d'« au moins deux mille cinq cents adhérents à jour de cotisation, répartis sur au moins quinze fédérations départementales différentes, sans que plus d'un dixième des signataires de la présentation puissent être issus d'une même Fédération ».

républicain des États-Unis d'Amérique. Si, à la lumière de Tocqueville, la vie politique américaine précède encore celle de la France, il faudra alors chercher parmi les candidats actuels de la primaire qui portera à son parti le coup que Donald Trump porte aujourd'hui au sien.

L'ennui et la morosité qui alourdissent l'esprit des primaires sont un sujet d'étude en soi, même s'il paraît *a priori* paradoxal de porter son attention vers ce qui n'inspire aux électeurs que des soupirs. Quoi de plus symbolique que de voir des coquelets s'affronter les uns les autres en se soutenant du regard quand les citoyens, cachant de moins en moins leur colère, attendraient de voir émerger un futur chef d'État dont le regard porterait loin de la basse-cour politique ? Les primaires ouvertes à qui veut l'entendre pourraient être le symptôme par excellence d'une classe politique qui a perdu depuis longtemps la confiance du peuple et qui se tourne en désespoir de cause vers les quelques militants qui leur restent fidèles pour gagner à l'échelle d'une féodalité le procès en légitimité qu'ils ont perdu à l'échelle de la nation. Constat trop sévère voire populiste ? C'est pourtant ce que toutes les études d'opinion expliquent depuis des années³ : les Français continuent d'élire bon gré mal gré des hommes politiques qu'au fond ils méprisent. Ceux-ci se rendant compte qu'ils continuent d'être élus et ne demandant finalement que ça se rassurent comme ils le peuvent, rehaussés à l'image de François Hollande en 2012 par une victoire à des primaires « citoyennes ». Pour employer une métaphore médicale, je crains dès lors que les primaires de la droite soient plus un symptôme supplémentaire de la crise politique française que son éventuel remède. Cinq ans après la défaite de Nicolas Sarkozy et après l'échec de la social-démocratie hollandaise, force est de constater que la droite n'est pas davantage prête à gouverner qu'au lendemain de sa défaite.

3. Prenons par exemple le Baromètre politique du CEVIPOF (Sciences Po Paris/CNRS) et sa vague n°5 de décembre 2013. A la question « Avez-vous très confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas confiance du tout dans chacune des organisations suivantes ? », les partis politiques sont bons derniers avec 0 % d'opinions très favorables et seulement 11 % d'opinions plutôt favorables (suivis ensuite par les médias qui affichent seulement 23 % d'opinions favorables et loin derrière le peloton de tête formé par la police à 68 %, les Armées à 74 % et les hôpitaux à 79 %). De même, les Français sont moins d'un tiers (30 %) à considérer que la démocratie fonctionne assez ou très bien. Les Français sont 13 % à considérer que les hommes politiques s'intéressent assez ou beaucoup à ce que pensent les gens comme eux » (et encore, dans la mesure où les Français ont plutôt une bonne image de leurs élus locaux, ce chiffre serait encore plus faible pour les responsables politiques nationaux). Je vous invite à lire l'étude du CEVIPOF pour avoir l'entièreté de ses passionnantes résultats (disponible à l'adresse : <http://www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/resultats-1/vague5/>).

La présente note n'a pas pour objet de prédire les résultats de novembre prochain ou d'attribuer des bons et des mauvais points aux prétendants qui s'y présentent. Il s'agira en revanche d'analyser les primaires de la droite comme un fait social s'insérant dans le contexte d'une profonde crise politique, à la fois institutionnelle et idéologique.

Le problème qui semble justifier au départ l'existence des primaires est le suivant : après le duel sanglant entre François Fillon et Jean-François Copé, après le retour d'un ancien président de la République impopulaire venu sauver sa famille politique et le retour en grâce auprès de l'opinion publique du « meilleur d'entre nous », aucun chef n'est apparu au centre et à droite pour bénéficier de l'autorité certes assez mystérieuse qui entoure un candidat naturel à la fonction suprême. Nicolas Sarkozy, fort de son charisme électrique et clivant, conserve une garde rapprochée de fidèles, mais traîne comme un viatique une cohorte d'infidèles. Alain Juppé, après sa traversée du désert et ses déboires judiciaires de lieutenant chiraquien prêt au sacrifice, rassure par son détachement, son calme et son bilan d'édile bordelais. Si son âge laisse peu de doute sur la nature unique de son futur mandat, il lui ôte en contrepartie cette exaltation qui avait fait tout le charme de la campagne de 2007. Tout le monde reconnaît à François Fillon le sérieux de son programme, mais comme il apparaît dépourvu de tout magnétisme, on lui attribue souvent le courage de celui qui sait qu'il perdra et qui ose aller avec cohérence jusqu'au bout de sa pensée. Quant à Bruno Lemaire, il apparaît comme un Juppé juvénile, disposant de moins de hauteur, mais de davantage de bonhomie. Les autres candidatures appartiennent plus au registre littéraire que politique (sauf quand il s'agit cyniquement d'obtenir par elles un futur maroquin) eu égard aux conditions de validation de celles-ci, plus draconiennes encore que pour se présenter directement face au peuple français. Bref, à quelques semaines des primaires et à quelques mois de la présidentielle, aucun chef, potentiellement d'État, ne s'impose dans le paysage de la droite et du centre.

À partir de ce constat d'une crise profonde de *leadership* au sein de la droite française, nous verrons que les primaires, loin de répondre à ce manque, encouragent au contraire la lutte des egos et participe à la fabrication d'hommes politiques guidés d'abord par leur propre narcissisme (I). Or, une classe politique pathologiquement narcissique en est réduite à devenir un banquet de commentateurs, incapable d'agir. Ce sera l'occasion de revenir sur le rôle de l'homme d'État, qui, contrairement à l'électeur *lambda*, s'occupe moins

des principes qui unissent le peuple que des conséquences de ceux-ci. Cet art des conséquences n'est pas au cœur de la dynamique des primaires, lesquelles ressemblent davantage à un théâtre (II). Cette incapacité chronique à agir produit alors un blocage de la pensée. Les primaires de la droite se caractérisent en cela par une réduction drastique du champ idéologique traditionnel des droites françaises (III). Cette incapacité politique à se projeter en pensée et en acte fait des primaires de la droite une comédie de boulevard au moment même où l'Histoire, par essence tragique, fait son grand retour en Europe et dans le monde. Apparaît finalement un décalage voire un décrochage brutal entre l'esprit de cour des primaires et la tragédie d'une époque mouvementée, meurtrie, et par bien des aspects, inquiétante (IV).

I - Les primaires encouragent le duel narcissique d'hommes politiques préférant davantage se toiser entre eux que regarder leurs compatriotes.

Dans son livre *Miroir des Princes* (Flammarion, 2013), le psychanalyste et ancien haut-fonctionnaire Michel Schneider, théoricien du concept de *Big Mother*, cite cette phrase de l'écrivain américain Russell Banks : « *Il est difficile de penser dans une salle pleine de miroirs* ». Or, voici précisément ce que pourraient être les partis politiques : des palais des glaces, où les prétendants aux divers trônes de la République et leurs courtisans ne savent plus où donner du regard tant les miroirs se dressent sur leur passage. Mais où sont ces miroirs et qui les tient ?

Le philosophe contractualiste britannique John Locke avait cette formule : « *les hommes sont des miroirs les uns pour les autres* ». Dans un phénomène de cour assez versaillais, chaque acteur d'un parti politique, du militant de base au puissant apparatchik, est un miroir pour tous les autres. Mais ce n'est pas tant directement dans le regard de son rival ou de son modèle que l'on se mire que dans les regards des autres courtisans posés sur lui. Toute personne qui a fréquenté les partis politiques de près ou de loin sait que ceux-ci sont le lieu de toutes les jalousies, de toutes les envies et finalement de toutes violences. Les partis de jeunesse, notamment dans les grandes écoles et particulièrement à Sciences Po Paris, sont intéressants à observer car le jeune âge des acteurs fait que les sentiments sont moins bien dissimulés. En cela, les partis politiques sont l'illustration paradigmique de l'anthropologie du mimétisme de René Girard qui voit dans le mécanisme du désir et dans celui de la violence un même cercle

infernal. Que sont dans ce cadre les primaires sinon un ingénieux mécanisme de contrôle interne au parti capable d'organiser et de faire se déplacer les miroirs et donc les regards pour qu'en sorte comme par magie l'image d'un chef ? Et c'est bien là le souci : il ne s'agit pas d'un chef mais davantage d'une image, parfaitement virtuelle, réalisée par un mouvement de convergence oculaire de courtisans savamment hiérarchisés entre eux.

Faut-il accuser les primaires de la droite (ou de la gauche) de la dynamique narcissique qui sévit au cœur de la vie politique ? Certes pas, car cette dynamique n'a pas attendu ces dernières années pour suivre une pente serrée. Le pouvoir étant toujours aussi représentation du pouvoir, le narcissisme est une part intrinsèque de celui-ci. Mais, comme nous le disions en introduction, les primaires n'ont pas le mérite d'être un mal en soi, elles sont davantage un symptôme supplémentaire d'une crise beaucoup plus globale. Dans son essai, Michel Schneider remonte jusqu'à l'Antiquité et au *Discours à Nicoclès d'Isocrate* (IV^e siècle avant J.C.) pour analyser l'expression de « miroir des princes », qui était à l'origine des ouvrages écrits par des clercs pour servir de guide aux gouvernants. Dans ces miroirs formés de textes, les princes imparfaits de ce monde pouvaient mirer non leur image immédiate, mais une figure idéalisée du pouvoir, pour qu'ainsi elle les élevât. Les miroirs des princes sont aujourd'hui des images médiatiques de tout l'écosystème formé par les télévisions, les radios, les journaux et plus récemment les réseaux sociaux.

Avec l'ère médiatique, tend à disparaître aujourd'hui cet élément médiateur, transcendant, ce tiers terme qui se place entre le prince et sa représentation et qui était formé de symboles, de principes, de valeurs et d'idées, solidifiés dans un ordre traditionnel, le plus souvent religieux. La République, version immanente de l'ordre monarchique de droit divin transféré au peuple, joua ce rôle de « tiers terme ». Ce mot, après avoir disparu pendant quelques décennies post-soixante-huitardes – l'intérêt général de Rousseau n'était quand même pas très libertaire... – fait aujourd'hui son grand retour, mais vidé de sa substance et de son pouvoir de médiation entre le peuple et ses représentants. Les primaires surgissent naturellement dans ce monde politique où rien ne permet de distinguer le prince et le miroir que les médias lui tendent, où aucun élément transcendant ne permet au premier des Français d'être guidé dans son action par une image idéalisée de son propre rôle. Ce n'est probablement pas un hasard si le premier président élu après des primaires, François Hollande, a déclaré lui-même qu'il

serait un « président normal » : coïncidant parfaitement avec une époque où le politique est désacralisé, il n'aurait quand même pas fallu que la représentation de la présidence de la République ne pousse l'ancien Premier secrétaire du Parti socialiste à s'élever au-delà de sa propre personne ! Cinq ans après son élection, la réalité est plus cruelle pour le « normalien de la rue de la Solférino »⁴ que ne pourrait l'être aucune fiction.

Les primaires font aujourd’hui de la naissance d’un chef d’État une sorte de concours de beauté, où les candidats paradent, se positionnant les uns par rapport aux autres davantage que dans un rapport direct qu’ils établiraient entre le « peuple » – c’est un bien grand mot à utiliser aujourd’hui – et eux. Juppé jouera la carte de l’« identité heureuse » – concept qui apparaît encore très flou par rapport à la description minutieuse de son contraire, réalisée sous la plume d’Alain Finkielkraut en 2013⁵ – pour mieux égratigner l’identité clivante d’un Nicolas Sarkozy qui ne se prive pas de son côté de marteler le terme d’identité, pour en montrer toute la force, sans que l’on sache très bien quels en sont les contours exacts. Il faut se rappeler cette réplique très drôle dans le film de Xavier Durringer, *La conquête*, inspiré du candidat Nicolas Sarkozy de 2007, auquel Denis Podalydès fait dire : « *Les électeurs du FN sont des victimes. Des victimes de quoi ? Je n'en sais rien, mais des victimes* ». Nicolas Sarkozy, en animal politique par excellence, a le don, toujours d’actualité me semble-t-il, de sentir, de reproduire et de mettre en scène avec précision les passions démocratiques qui traversent le peuple. Mais tel est aussi son problème car, en narcissique bon teint, mû par un mimétisme parfaitement typique du modèle de René Girard, il reproduit les désirs des autres : les passions le conduisent plus qu’il ne les conduit, ce qui en fait un excellent candidat, mais l’handicape par la même occasion dans l’exercice du pouvoir.

Le narcissisme ne serait pas un mal en soi, si, privé de tiers terme pour être sublimé, il n’empêchait les représentants politiques d’exercer le pouvoir qu’ils détiennent du peuple. Car dans le cas qui nous occupe ici, il faudrait légèrement compléter la citation de Russell Banks : « *Il est difficile de penser... et d'agir dans une salle pleine de miroirs* ». Tel est le piège pour les narcisses de la politique qui croient que les féodalités que sont les partis politiques – pour reprendre

4. Précisons, malgré tout, que François Hollande n'a jamais été élève du 45 de la rue d'Ulm.

5. Alain Finkielkraut, *L'identité malheureuse*, éd. Stock, 2013.

la catégorie gaullienne de « féodalité » qui englobe un grand nombre de corps intermédiaires – leur donneront la légitimité suffisante pour conduire le destin de la nation. Ils prennent pour une légitimité fondée en raisons valables et en actes potentiels ce qui n'est qu'une image de légitimité, sortie d'un spectacle médiatique organisé par une troupe de courtisans. Ainsi, ni la pensée ni l'action ne peuvent se déployer par le truchement de primaires, ce qu'au demeurant l'histoire de François Hollande illustre déjà depuis 2012.

II - Les primaires participent à la sclérose de l'action politique

Dans une conférence passionnante prononcée à la fondation *Res Publica*⁶, le philosophe Marcel Gauchet donnait une définition que l'on entend trop peu souvent de la politique : « *La politique est l'art des conséquences, pas celui des principes (qui sont à la portée de tout un chacun et qui ne supposent pas d'art particulier)* ».

Cette définition est extrêmement forte parce qu'elle montre ce qui devrait différencier dans un monde idéal la place de l'homme d'État et celle du citoyen qui fait son devoir en allant voter. Elle révèle comment la démocratie, loin de diluer pouvoir et peuple, nécessite que le premier conserve une certaine autonomie par rapport au second, quand bien même ce régime est celui par lequel le pouvoir appartient au peuple et s'exerce par et pour lui. Car la démocratie ne peut abolir l'art politique qui nécessite que certains hommes, dotés de qualités et de mérites particuliers, jouent dans et pour la société le rôle d'hommes d'État. Jouer le rôle d'hommes d'État signifie alors, suivant la définition de Marcel Gauchet, qu'ils auront à conduire les conséquences pratiques d'un projet politique fondé sur des principes qui, eux, auront été choisis par le peuple lui-même. L'art des conséquences aux hommes d'État. L'art des principes au peuple (tout en sachant qu'un homme d'État est aussi un citoyen et que, par-là, il s'occupe aussi des principes). Une distinction que Montesquieu avait perçu dans *L'esprit des lois* : « *Il y avait un grand vice dans la plupart des Républiques anciennes : c'est que le peuple avait le droit d'y prendre des résolutions actives, et qui demandent*

6. Vous pouvez retrouver la retranscription complète de cette conférence de Marcel Gauchet sous le titre « *Nos sociétés vont devoir retrouver le sens de la pression intégratrice* » dans le journal iPhilo à l'adresse suivante : <http://iphilo.fr/2016/03/12/repenser-et-expliciter-notre-modele-dintegration-marcel-gauchet/>.

quelque exécution, chose dont il est entièrement incapable. Il ne doit entrer dans le gouvernement que pour choisir ses représentants, ce qui est très à sa portée». Contrairement à l'esprit de « normalitude » qui s'est emparé de l'Élysée, le président de la République dans la Constitution de 1958 n'est pas l'image du peuple ; il en est la tête.

Une certaine démagogie voudrait aujourd’hui assister à l’avènement d’une démocratie directe, dans laquelle, par autogestion conviviale, le peuple exercerait lui-même cet art des conséquences. On martèle partout – y compris parmi ceux qui ont le pouvoir aujourd’hui ou l’ont eu hier – qu’il faudrait plus de démocratie, ici, là et maintenant, sans se demander d’abord pourquoi il existe aujourd’hui un déficit démocratique évident en France et plus largement en Europe.

Le déficit démocratique vient-il du fait que les principes des Français ne s'incarnent pas dans un projet politique présenté à chaque élection ? Ou, à *contrario*, ce déficit démocratique vient-il du fait que les (*simili*) hommes d'État qui nous gouvernent, dans l'art des conséquences qu'ils devraient exercer, ne respectent pas le projet pour lequel ils ont été élus ? Je ne parle pas ici des propositions chiffrées et techniques que les hommes politiques annoncent pour se faire élire – en sachant bien qu'il n'en sera rien. Je parle beaucoup plus profondément des principes, des idées et des valeurs, que l'on entend partout : égalité, liberté, fraternité, République, vertu civique, laïcité, mérite, justice sociale, sûreté de l'État, sécurité des Français, souveraineté du peuple, etc. Cette liste bien sûr non exhaustive de principes et de valeurs constitue le contrat social qui lie les Français entre eux par le truchement de la Nation, selon le modèle de la souveraineté nationale fondé par l'Abbé Sieyès pendant la Révolution française⁷.

Il me semble que poser la question c'est y répondre. En bons communicants qui commandent à prix d'or des études et des sondages portant sur ce que pensent les Français, les hommes politiques savent parfaitement sortir de leur chapeau des projets qui respectent du moins dans la forme et en grande partie dans le fond le contrat social qui unit les Français, pour certaines parties de celui-ci, depuis l'Ancien Régime. Leurs discours sont pleins de République, de nation (même à gauche maintenant !), de souveraineté, de justice, d'égalité, de liberté, de fraternité, de laïcité, etc. C'est presque ce qui est le plus perturbant car, dans

7. Emmanuel Sieyès, *Qu'est-ce que le tiers-état ?*, éd. Flammarion, coll. Champs Classiques, 2009.

leurs discours, les candidats de la primaire sont des héros : l'école redeviendrait méritocratique, la laïcité serait partout respectée, les Français travailleraient selon leurs talents et leurs peines, *tous* les citoyens chanteraient la Marseillaise avec entrain, l'immigration serait contrôlée en fonction des besoins économiques du pays et, pour ce qui est du droit d'asile, en fonction de critères moraux scrupuleusement appliqués, les étrangers accédant à la nationalité française suivraient un processus d'intégration qui aboutirait *in fine* à une assimilation en bonne et due forme. Bref, ce serait le « renouveau » (Lemaire) d'une « France forte » (Sarkozy) et d'une « identité heureuse » (Juppé). Et François Fillon ? Le slogan de l'ancien Premier ministre, « Osons dire, osons faire » est déjà plus intéressant parce qu'il ne part pas du résultat espéré (renouveau, France forte, identité heureuse), mais part *a contrario* du problème soulevé par le candidat : comment prononcer à haute et intelligible voix un certain nombre de tabous français liés au travail, à l'immigration, à l'islam, à l'éducation, au rôle de la France dans le monde, etc. ? Et la seconde partie du problème, la plus difficile, que Lénine a résumée le plus simplement dans sa formule : « *Que faire ?* ».

Si dans l'exposition de leur finalité politique, dans la mise en mots du contrat social qui unit les Français, les candidats de la primaire ne sont pas Charles de Gaulle, ils ne sont pas non plus indignes, se fondant en définitive avec simplicité sur les grands principes républicains que leurs compatriotes partagent amplement. En revanche, on sent bien que c'est davantage dans l'art des conséquences que les hommes politiques, habiles à se faire élire sur des principes, échouent à agir pour que ces principes et ces valeurs ne soient pas seulement des abstractions, mais également des réalités qui, au fil des ans, forment le sens de l'histoire de France.

Cette distinction entre l'art populaire des principes et l'art politique des conséquences me paraît être la distinction la plus cruelle pour notre classe politique qui, aujourd'hui davantage qu'hier, en est réduite au rôle de « commentateur officiel » de la vie politique. Les hommes politiques, au lieu de s'élever à l'échelle de l'art des conséquences, sont conduits par les principes populaires au lieu de les conduire. On parle aujourd'hui des « députés BFM » qui passent davantage de temps au micro des chaînes d'information en continu que dans l'hémicycle. Ils commentent – et rappellent la ligne de leurs partis – davantage qu'ils n'éclairent la « volonté générale » pour reprendre l'idée de Jean-Jacques Rousseau selon laquelle la volonté générale, loin d'apparaître de

manière immédiate aux peuples, est souvent obscure de sorte qu'il est nécessaire au législateur d'éclairer le peuple sur le sens de celle-ci.

Mais pourquoi les hommes politiques ne sont-ils donc pas prêts à pratiquer cet art des conséquences ?

Prenons l'exemple le plus difficile, le plus brûlant et le plus tragique pour qu'il serve ensuite de modèle explicatif à l'inaction politique. Je veux parler des « territoires perdus de la République », ces quartiers périphériques des grandes villes ou ces villes-banlieues qui se trouvent dans une situation politique, économique, sociale, culturelle, linguistique et religieuse qui les place *de facto* en dehors du contrat social qui sert de fondement à la République française. Cette formule de « territoires perdus de la République » a été forgée dans le cadre d'un ouvrage collectif dirigé par l'historien Georges Bensoussan, rassemblant les témoignages d'enseignants et de chefs d'établissements scolaires⁸. Le livre, paru en 2002, avait alors fait très peu de bruit. Un peu moins d'une quinzaine d'années plus tard, il apparaît réellement prophétique. Son auteur était d'ailleurs revenu sur sa thèse en décembre 2015 dans un entretien au journal *Le Figaro* pour en arriver à la conclusion suivante⁹ : les territoires perdus de la République sont aujourd'hui plus globalement des territoires perdus de la nation, comme des sortes d'enclaves sur lesquelles la souveraineté du peuple français dans son ensemble, dont le principe est pourtant inscrit dans la Constitution, n'est plus qu'une fiction. Georges Bensoussan va même jusqu'à parler de l'existence aujourd'hui de deux peuples distincts. Il existe en effet dans ces territoires perdus de la République/Nation un peuple qui hait la France, ses valeurs, sa culture, sa langue, son histoire et qui s'est retranché dans un repli identitaire marqué par un islamisme galopant – très souvent salafiste comme l'a bien montré Gilles Kepel¹⁰ –, par l'usage de l'arabe, donc d'une autre langue que celle de la République, par l'usage de coutumes extérieures à celles que l'Europe connaissait, notamment liées à la condition de la femme et plus globalement aux structures familiales, par l'identification à une autre nationalité, notamment l'appartenance algérienne, et enfin par le développement d'une concurrence

8. Georges Bensoussan (dir.), *Les Territoires perdus de la République*, éd. Mille et une nuits, 2002.

9. Entretien avec Georges Bensoussan, réalisé par Alexandre Devecchio, « Des territoires perdus de la République aux territoires perdus de la Nation », *in FigaroVox*, 23 décembre 2015.

10. A lire notamment sur ce sujet : Gilles Kepel, *Passion française. La voix des cités* (éd. Gallimard, 2014) & Gilles Kepel, *Quatre-vingt-treize* (Gallimard, Paris, 2012).

victimaire qui engendre dans ces territoires un antisémitisme très important, ainsi qu'une forme de « racisme anti-blanc » (la formule n'est ni très précise ni très juste, car il ne me semble pas qu'il s'agisse d'abord d'une question de couleur de peau – les fameux « babtous » – mais elle est employée aujourd'hui et je n'en ai pas de plus heureuse). A côté de ces déterminants religieux, politiques et culturels, d'autres facteurs, économiques et sociaux, comptent aussi de manière prégnante dans la mesure où le taux de chômage dans ces territoires frôle les 50 % et que l'économie y est aussi souterraine, souvent adossée à la petite délinquance, notamment au trafic de stupéfiants. Le phénomène de la radicalisation djihadiste est d'abord la face monstrueuse et barbare de cet autre peuple qui vit en France dans ces enclaves. Les quelques mots que je viens d'écrire sont encore aujourd'hui très difficiles à assumer tant le monde politique et médiatique est pris d'une sclérose face au réel. Et pourtant, les langues se délient. Si ces mots ne sont que susurrés en public, ils sont aujourd'hui sur toutes les lèvres quand il s'agit de propos ne sortant pas du cadre privé, y compris dans des conversations que l'on peut avoir avec des gens de gauche qui ont toujours voté Parti socialiste et qui, il y a quelques années encore, auraient interrompu la conversation en criant à l'essentialisme, au racisme, à la xénophobie, bref au nazisme. Voici donc la situation de départ, qui apparaît manifestement en contradiction flagrante avec le contrat social qui lie les Français entre eux et qui fait le ciment du couple formé par la République et la Nation.

Quel est le problème qui apparaît de manière manifeste ? Une fois qu'on a dit qu'il fallait rétablir la République et la Nation dans ses territoires perdus, comment faire ? Revoilà le problème politique de l'art des conséquences et non celui, plus populaire, de l'art des principes... pour lequel tout le monde est à peu près d'accord. Que se passerait-il demain si l'État décidait véritablement d'agir avec vigueur ? Que se passerait-il dans ces territoires si la loi anti-Burka était appliquée, si les trafiquants de drogue qui ont pignon sur rue étaient vraiment arrêtés¹¹, si on exigeait que les enfants parlent et écrivent français pour passer au collège, si l'on liait véritablement les aides sociales des parents à la délinquance

11. Beaucoup de gens auront fait cette expérience particulière de certains quartiers de la capitale (Barbès-Rochechouart, Porte de Clignancourt, Porte de la Chapelle, Château Rouge et autres) dans lesquels, à la sortie des métros, des dealers tranquillement adossés aux rambardes vous proposent pour tous les prix des substances de diverses sortes. Ces marchands de sensations fortes sont là à demeure et ne sont visiblement en rien inquiétés par un quelconque ordre public. Il serait plus simple pour eux d'ouvrir un authentique *coffee shop* dans la mesure où ils n'ont pour vivre aucun besoin de clandestinité.

des mineurs, si l'on fermait les mosquées salafistes, si l'on interdisait les prêches en arabe et les prières de rue, bref si l'on agissait ? Serait-ce l'explosion dans tous ces territoires perdus ? Le président de la République serait-il alors obligé de déclarer que le pays n'est pas seulement en guerre, mais plus précisément en guerre civile ? Quel président prendrait le risque, par ses actions, de déclencher une guerre civile ? Le fait est que personne ne peut répondre réellement à cette question, même s'il est notable que la question de la guerre civile fait aujourd'hui les titres des journaux (même de ceux de l'hebdomadaire de référence¹²...) sur fond d'inquiétude grandissante des services renseignés de l'État¹³.

Si gouverner, c'est prévoir – et non pleuvoir, comme l'avait dit le président Hollande avec beaucoup d'humour –, c'est aussi prévoir qu'il existe dans certains cas extrêmes une part d'incertitude manifeste et radicale. C'est alors à l'homme d'État de gouverner malgré la brume et de tenir le cap en sachant que ses actions peuvent avoir des effets qu'il n'aura pas pu prévoir. Un homme d'État qui s'adresserait à ses compatriotes en leur jurant qu'il agira pour rétablir la souveraineté de la République et de la Nation dans ces territoires perdus devra aussi assumer en corolaire que la République et la Nation entreront alors dans une zone turbulente d'incertitude radicale. C'est précisément l'Histoire avec un grand « H » qui, loin d'obéir à des modèles économiques prédictibles, obéit davantage aux règles de la tragédie classique, avec ses retournements, ses péripéties, ses moments de révélation et ses catastrophes. L'incertitude est d'autant plus grande que l'homme d'État face à celle-ci peut alors perdre la confiance du peuple, ce qui pourrait alors déclencher un terrible cercle vicieux. Quand le général de Gaulle a été rappelé au pouvoir en 1958, pouvait-il faire disparaître l'incertitude comme par miracle ? Bien au contraire : ce qui fit précisément du Général de Gaulle un véritable homme d'État, c'est que l'incertitude ne l'empêcha pas d'agir.

12. *Le Monde*, « Jérôme Fourquet : Nous ne sommes pas à la veille d'une guerre civile », 19 juillet 2016.

13. Récemment, le directeur général de la sécurité intérieure (DGSI) a déclaré que « notre pays était au bord de la guerre civile ». Lire l'article du Point sur ces déclarations : http://www.lexpress.fr/actualite/societe/le-patron-de-la-dgsi-evoque-un-pays-au-bord-d-une-guerre-civile_1804877.html. Auparavant en 2013, le Figaro avait révélé la note confidentielle que le secrétaire général du ministère de l'Intérieur réalise chaque mois à partir des témoignages des préfets. Celle d'octobre était accablante : « Partout sur le territoire, les préfets dressent le même constat d'une société en proie à la crise, à l'exaspération et à la colère (<http://www.lefigaro.fr/politique/2013/11/13/01002-20131113ARTFIG00612-fronde-sociale-et-fiscale-les-prefets-sonnent-l-alarme.php>).

Cette digression par rapport aux primaires de la droite et du centre me semblait nécessaire pour en arriver à la conclusion suivante. Si la droite ne veut pas échouer de 2017 à 2022 dans l'exercice politique périlleux de cet art des conséquences, il faudra que son chef annonce préalablement à son élection que le pays entrera dans une phase historique d'incertitude manifeste, ce que les Britanniques, à leur manière, ont accepté en votant pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Les primaires, où chaque candidat est pris dans une course au plus offrant – à l'image de la campagne démagogique du candidat François Hollande en 2012 – permettent-elles de mettre sur le devant de la scène un homme politique qui se présenterait face à ses compatriotes de la sorte : « *Oui, je vais agir. Mais en contrepartie de mon action, nous entrerons dans une phase d'incertitude qui durera cinq ans, peut-être plus* » ? Je me trompe peut-être, mais il ne me semble pas que les primaires telles qu'elles sont organisées aujourd'hui permettent de sélectionner un candidat qui oserait tenir pareil discours. Car, pour qu'il soit pris au sérieux, un candidat assumant les conséquences de ses actes, y compris celles qu'il ne peut anticiper, devrait déjà se trouver au-dessus de la mêlée et apparaître ainsi détaché de tout effet de groupe, de classe, de parti, bref de féodalité pour qu'il soit évident que son action à venir, marquée par une incertitude manifeste, sera conduite par son seul souci de l'intérêt général et non par celui de quelconques intérêts particuliers.

III - Les primaires ouvertes referment le spectre idéologique des droites historiques

Pléthore de candidats, mais étroitesse totale du spectre idéologique qu'ils recouvrent tous ensemble – considérons pour la facilité du raisonnement que Nicolas Sarkozy est le 13^e candidat déclaré de ces primaires ouvertes de la droite et du centre. Car si l'on ôte les positionnements de façade – Sarkozy le clivant énergique, Juppé le sage apaisé, Lemaire le jeune audacieux, Fillon le sérieux radical –, en réalité tous les candidats prônent peu ou prou les mêmes remèdes pour des maux similairement identifiés.

Prenons en exemple le sujet de la construction européenne. Plus encore après le choc du « Brexit », tous les candidats principaux de la primaire s'accordent à dire que l'Union européenne, dans ses différentes dimensions (Schengen, eurozone, concurrence, politique agricole commune...), non seulement fonctionne mal,

mais plus encore fonctionne de plus en plus mal jusqu'à ne plus fonctionner du tout. Ces candidats prônent certes des méthodes de négociation différentes, Sarkozy en appelant par exemple à une politique gaullienne de la chaise vide si les circonstances l'exigent – ce qu'il avait déjà annoncé à propos de Schengen lors de la campagne présidentielle de 2012. Mais globalement, la solution au problème européen trouvée par les candidats est la même : une « nouvelle » Europe formée de cercles concentriques, avec un noyau dur formé par l'Eurozone au sein de laquelle les politiques économiques, notamment budgétaires, seraient harmonisées et intégrées, avec *in fine* la création d'une sorte de gouvernement économique de la zone euro, tandis que l'Union européenne à 28 États membres deviendrait un objet politique échappant à l'injonction quasi théologique du « toujours davantage d'intégration » pour être ainsi réduit peu ou prou à un marché commun, organisé selon les règles de la concurrence. Quant à Schengen, tout le monde est d'accord pour un Schengen II, mais lequel¹⁴ ? Là encore, il existe une forme assez étonnante de consensus pour mettre « la frontière de la France au Pirée » (formule de Pierre Joxe, critique de Schengen, s'adressant à Mitterrand) : l'absence de frontières nationales ne sera durablement envisageable qu'à la condition que les frontières extérieures de l'Union européenne soient étanches et qu'à cet effet, un effort simultané soit réalisé ; d'une part, au niveau intergouvernemental pour améliorer la coopération entre les différents services nationaux de douanes et de garde-côtes des États européens (et pas seulement ceux dont les frontières nationales coïncident avec les frontières extérieures de l'Union européenne) et au niveau communautaire pour augmenter considérablement les moyens de l'agence Frontex. Quant à la bureaucratie bruxelloise, tout le monde s'accorde à dire que l'harmonisation des normes est une bonne chose, mais que le problème réside dans la non-application du principe de subsidiarité aux termes duquel ne doit être réglé à Bruxelles que ce qui l'est plus efficacement à l'échelle européenne qu'à celle des États membres. Dans les éléments de langage communs à l'ensemble des candidats, cette « nouvelle » dynamique européenne serait évidemment impulsée par le renouveau du sacro-saint couple franco-allemand.

La seule véritable innovation concrète me paraît être la proposition de

14. Formellement, il faudrait parler d'ailleurs d'un prochain Schengen IV car Schengen I (accord de Schengen, 1985), Schengen II (convention de Schengen, 1995) et Schengen III (traité de Prüm, 27 mai 2005) existent déjà.

Nicolas Sarkozy de créer un partenariat sécuritaire de l'Union européenne avec la Russie et la Turquie car ces deux grands pays sont historiquement les marches (au sens géopolitique) du continent européen de sorte que l'on ne peut se permettre de laisser se cristalliser des crises en ces deux points – ce que révèle très bien la crise des migrants. On retrouve-là, non le Sarkozy néoconservateur fasciné par les faucons américains, partant « délivrer » une Libye tombée depuis dans le chaos de l'anarchie, mais le Sarkozy réaliste, presque gaullien, qui prend un avion pour Moscou dès les premières heures du conflit russe-géorgien en 2010 de sorte à servir d'*honest broker* entre les deux partis, rôle de médiation qui convient parfaitement à une France libre, donc non alignée. François Fillon, dans son analyse, est peut-être le plus gaulliste, prenant comme Nicolas Sarkozy des positions russophiles et anti-atlantistes, mais il ne me semble pas pour l'instant que l'ancien Premier ministre ait proposé de manière concrète de lier le problème géopolitique du couple Europe/Russie avec le problème institutionnel de la construction européenne. Mais peut-être que François Fillon, d'ici novembre 2016, dessinera les contours d'une « maison commune européenne » à la manière de Mikhaïl Gorbatchev ou d'une « confédération européenne » incorporant l'ex-URSS comme François Mitterrand dès 1989.

Cette uniformisation du regard idéologique porté sur la question européenne est inquiétante car elle reflète moins un consensus lié à un savant effort de synthèse qu'à une perte de repères par rapport aux références historiques de la droite. *Primo* parce que le contenu de celui-ci est peu ou prou le même que ce que l'on entendait déjà chez les europhiles depuis de longues années, alors même que des événements importants comme le Brexit, la crise des migrants ou l'échec de l'harmonisation des politiques budgétaires ont marqué l'histoire très récente de la construction européenne. *Secundo* parce que là encore, les représentants de la droite ne disent pas comment ils vont faire pour construire cette nouvelle Europe, dont le cœur, l'Eurozone, est destiné à connaître une intégration supérieure, et ce alors même que les Français – et plus largement les Européens – ne cessent de traduire par leurs votes successifs l'injonction suivante : « *nous ne voulons pas davantage d'Union européenne* », ce que toutes les études d'opinion confirment, notamment celle de *TNS Sofres/Le Figaro* réalisée après le Brexit et révélant que seuls 25 % des Français souhaitent davantage d'intégration des nations au sein de l'Union européenne (cf. l'ensemble des

résultats dans la note de bas de page) ¹⁵. Il est donc particulièrement intéressant politiquement que le postulat idéologique qui sert de fondement commun aux principaux candidats de la droite (davantage d'intégration de l'Eurozone) soit partagé par un quart seulement des Français... *Tertio*, le rétrécissement du champ idéologique des candidatures aux primaires de la droite et du centre n'a aucun sens historique car la droite souverainiste, celle qui a emmené le « non » à Maastricht en 1991 et au Traité établissant une constitution pour l'Europe (TECE) en 2005 n'est pas représentée, sauf par les candidatures des députés républicains Henri Guaino et Jacques Myard. Encore faudrait-il qu'ils franchissent la barre placée fort haut qui permet d'accéder au pré carré des candidats sélectionnés. Enfin faudrait-il savoir comment le souverainisme d'un Henri Guaino se traduit dans ce que nous appelions précédemment l'« art des conséquences » car l'ancien conseiller spécial de Nicolas Sarkozy, qui a voté « non » en 1991 et en 2005, critique avec beaucoup de discrétion le traité de Lisbonne de l'ancien président de la République et, sur plusieurs sujets, notamment l'euro ou Schengen, avoue que leur adoption a été rétrospectivement une erreur, mais que, au regard justement des conséquences d'un éventuel retrait, il est imprudent de choisir la voie d'un retour en arrière qui pourrait entraîner l'Europe dans un état d'incertitude radicale. Autrement dit, bien loin des positions finalement relativement homogènes des conservateurs britanniques (divisés avant le Brexit entre ceux qui préféraient que le Royaume ait un pied dans l'Union et un pied dehors, et ceux qui préféraient que ce soit l'inverse...), la droite souverainiste semble paralysée, non par sa critique théorique de la construction européenne, mais par les remèdes à y apporter. Il est vrai que, d'une part, les Britanniques pouvaient faire machine arrière bien plus facilement dans la mesure où ils n'étaient membres ni de Schengen ni de

15. L'enquête la plus étonnante est celle que *Le Figaro* a commandée à *TNS Sofres* juste après le Brexit. Si seulement 33 % des Français souhaitent un « Frexit », ce qui est déjà considérable, une lecture inversée est bien plus terrible pour l'Union européenne : 45 % des Français souhaitent un maintien de la France au sein de l'Union européenne. Autrement dit, l'Union européenne ne peut donc s'appuyer comme légitimité politique que sur moins de la moitié des citoyens français (et des chiffres comparables sont observés dans les autres États membres, notamment en Italie et en Grèce). Mais cette étude ne s'arrête pas à la question du « Frexit » et pose la question suivante : « A l'issue de ce référendum qui entraîne la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, quelle solution vous semble préférable pour l'avenir ? ». La réponse est alors brutale : seulement 25 % des Français souhaitent davantage d'intégration entre les nations au sein de l'UE tandis que 55 % d'entre eux souhaitent qu'il y ait davantage d'autonomie de celles-ci vis-à-vis de celle-là (20 % sont sans opinion). Plus d'informations à cette adresse : <http://www.lefigaro.fr/politique/2016/06/28/01002-20160628ARTFIG00305-sondage-les-francais-ne-veulent-pas-quitter-l-europe.php>.

l'Eurozone, et d'autre part que la frange souverainiste de l'ex-UMP doit faire face aux positions du Front national dont l'imprécision en matière européenne fait que l'on ne sait pas encore très bien comment ils compteraient concrètement réaliser un « Frexit » et assumer ensuite la disparition de l'Union européenne que ce dernier engendrerait certainement (comment imaginer en effet une Europe sans la France ?).

L'impossibilité de pratiquer cet « art des conséquences » engendre une paralysie de l'action – notamment quand celle-ci implique des changements de direction notables – qui engendre à son tour le rétrécissement du champ idéologique. *In fine*, les primaires de la droite ne représentent plus du tout la diversité des droites bien définie par Raymond Amon, pour ressembler davantage à un consensus mou, c'est-à-dire ne sélectionnant dans son substrat idéologique que les éléments qui permettent de changer les choses que très marginalement. Ainsi, parmi les grands candidats, point d'Alain Madelin pour vendre l'ultra-libéralisme avec un certain courage dans un pays qui y est peu sensible. Les purs orléanistes n'assument que rarement leur esprit louis-philippard. François Fillon qui s'est pris un moment pour Thatcher a sur ce point mis beaucoup d'eau dans sa « rupture » réformiste. Point encore de Philippe Séguin, sauf si Henri Guaino faisait une soudaine percée dans l'opinion et parvenait à répondre aux strictes conditions d'une candidature. Et donc pas de bonapartiste, fils de l'Ancien et du Nouveau régime, qui, tout en se plaçant à droite, assumera devoir quelque chose à la gauche. Je ne parle pas d'Alain Juppé qui fait preuve de radicalisme chiraquien en ayant le portefeuille à droite et le cœur à gauche comme quand il pose à la Une des *Inrocks*, mais d'un gaulliste de gauche, par exemple, qui mènerait bataille contre les politiques d'austérité qui font l'unanimité parmi les grands candidats. Pour l'âge des retraites, on assiste en effet à une véritable surenchère à qui ira le plus loin. Les candidats républicains devraient se méfier. Les *Tories* britanniques ont bien compris que le message des électeurs du Brexit était aussi un message de gauche, exprimant l'idée que la nation les protégerait socialement contre une Union européenne ultralibérale et austéritaire. Ainsi, le nouveau Premier ministre, Theresa May, assez modérée au sein du Parti conservateur, n'a pas hésité à prendre des accents à la Jeremy Corbyn en s'adressant au peuple eurosceptique et à s'éloigner alors sur le fond de sa ressemblance formelle avec Margaret Thatcher. Cette fibre sociale est incroyablement absente au sein de la droite française contemporaine, comme si

celle-ci était tombée dans le piège tendu par le Front national qui s'est emparé de l'électorat ouvrier en assumant l'héritage du modèle social français. C'est bien un piège car Les Républicains risquent de se couper des classes moyennes en voie de paupérisation qui souhaitent probablement une réforme du système social pour qu'il soit plus équitable et plus efficace, mais qui ne souhaitent certainement pas sa fin au risque de voir leur paupérisation s'accélérer, au moins à court terme.

Il est impossible de parler de la droite sans évoquer le Front national qui, qu'on le veuille ou non – et pour ma part, je le déplore tout en le constatant – dicte la partition du débat idéologique français depuis plusieurs années, à la fois à droite, mais également plus récemment à gauche, en essayant de constituer une synthèse entre la description de la « réalité » du pays et les différents mythes fondateurs empruntés tant à la gauche qu'à la droite. Abreuvé symboliquement par les gaullistes souverainistes de l'ex-RPR trahis référendum après référendum par la Chiraquie, le Front national a aujourd'hui pour moteur idéologique cette déclaration de Charles Pasqua : « *Si être pour la justice sociale, c'est être de gauche, alors je suis de gauche ! Si être pour l'ordre, c'est être de droite, alors je suis de droite !* » (cité par Henri Guaino dans son livre *La nuit et le jour*, éd. Plon, 2013). Il est triste de voir après les attentats de Nice et de Saint-Etienne-du-Rouvray que la droite, apeurée à l'idée d'être jugée mollassonne par l'opinion publique, a choisi la voie de la surenchère, allant jusqu'à proposer d'ouvrir un débat sur la question de l'État de droit. On trouve ici la fascination de Nicolas Sarkozy pour l'Amérique et ses lois d'exception – *Patriot Act* – adoptées après le 11 septembre 2001 et dont on connaît aujourd'hui l'efficacité : elles ont davantage servi via la NSA à surveiller les citoyens américains et les alliés naturels des États-Unis à des fins d'hégémonie politico-économique qu'à lutter contre le terrorisme islamiste. Marine Le Pen a dû ainsi jubiler en observant la droite se lancer dans cette surenchère. Sur France 2, elle a ainsi pu afficher son calme, sa sérénité et sa vision d'une « France apaisée » en arguant du fait que l'État de droit devait être protégé, mais que, *de facto*, il ne l'était pas dans la mesure où la législation en vigueur n'était pas appliquée par la classe politique au pouvoir et que, pour lutter contre le terrorisme, il fallait commencer par appliquer le droit existant et qu'il n'était pas nécessaire de déroger à la Constitution. Comme a dit le philosophe Michel Onfray, on a encore laissé le réel au Front national ! Ça devient même une obsession pour nos hommes politiques. Ce que disent tous les juristes sérieux – « ne

modifions pas la Constitution, mais commençons par appliquer le droit déjà en vigueur »¹⁶ – a été offert en plat de résistance à Marine Le Pen qui peut ainsi travailler son image dédiabolisée de « femme d'État » en puissance.

Dans ce que d'aucuns appellent une synthèse « rouge-brune », le Front national devient ainsi le centre de gravité de la vie politique française. Il me semble qu'une réponse centriste à cette gravitation frontiste tend à se mettre en œuvre autour de l'idée d'« union nationale » réunissant toutes les bonnes volontés du pays. Ce mouvement est bien sûr illustré par le « marchisme » d'Emmanuel Macron (*En marche*, certes, mais où ?) qui tente de réconcilier le pays avec une certaine idée du libéralisme, de la construction européenne et de l'action politique. C'est également le positionnement du sage du parti *Les Républicains*, Alain Juppé, qui essaie d'apparaître en monarque apaisé se situant au-dessus des partis en jouant la carte du bon sens réformateur et en comptant sur le peuple de gauche qui pourrait voter pour lui aux primaires, non par adhésion, mais par détestation de Nicolas Sarkozy. Le dernier élément de cet appel à l'union nationale pourrait être François Bayrou qui attend patiemment qu'Emmanuel Macron se dégonfle au profit de François Hollande et qu'Alain Juppé soit atteint du syndrome de la « balladurisation », ce qui est d'ailleurs hautement probable. Face à un Sarkozy « buissonnant » pour contrer Marine Le Pen, François Bayrou pourrait alors réunir ce qu'il appellerait bien sûr les « bonnes volontés » de la classe politique, manière élégante de parler des déçus du hollandisme et du sarkozysme. Cette voie de l'union nationale, qu'elle passe par Macron, Juppé ou Bayrou, est à la mode, mais elle ne me paraît guère probable pour 2017 car cette troisième voie est idéologiquement indéfinissable. Que propose François Bayrou pour changer l'Union européenne, rétablir l'esprit républicain et la concorde nationale ? Un mélange de réformes néo-libérales sur le modèle de la loi Macron et d'un projet encore vague de rapprochement franco-allemand pour relancer l'Europe ne suffit pas comme trame à la relance du roman national. Surtout, cette troisième voie est confrontée au Front national, qui s'ancrant à gauche comme à droite, pousse les partis de gouvernement à se porter vers leur penchant naturel et non vers une convergence centriste et libérale. La droite est

16. A lire, l'interview du professeur publiciste Guillaume Drago le 19 juillet au journal *Le Figaro* : « Prorogation de l'état d'urgence : les politiques font payer à la nation quarante ans de démission » (<http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2016/07/19/31001-20160719ARTFIG00236-prorogation-de-l-etat-d-urgence-les-politiques-font-payer-a-la-nation-quarante-ans-de-demission.php>).

donc obligée de surenchérir en matière d'ordre républicain face à une Marine Le Pen sécuritaire tandis que la gauche, pour ne pas perdre l'entièreté du vote populaire, est obligée de revenir aux fondamentaux de gauche face à une Marine Le Pen socialisante. Cette force idéologique centripète d'un Front national à la fois à gauche et à droite me paraît l'emporter nettement sur une éventuelle force centrifuge centriste d'Union nationale. Je parle ici de rapports de force idéologiques. Dans les urnes, comme l'ont bien montré les régionales, le Front national est bien arrêté par un plafond de verre (de plus en plus haut à chaque élection) tout en disposant d'un plancher en chêne particulièrement massif.

Loin d'encourager le débat d'idées et de favoriser la création d'une synthèse réelle entre différents courants – car, comme l'a montré Raymond Aron, aucune des droites françaises ne peut gouverner à elle seule ce pays complexe qu'est la France – les primaires ont affadi un parti idéologiquement perdu, attaqué tant sur sa droite que sur sa gauche par un Front national qui le prend en tenaille. Il reste aux « grands » candidats du parti un discours globalement peu en phase avec les grandes orientations de l'opinion française : davantage d'Union européenne au sein de la zone Euro et davantage de mesures d'austérité. Quant à la sécurité, thème cher à la droite, elle conserve une ligne dure traditionnelle, mais que son bilan, marqué par les baisses d'effectifs dans la police, la gendarmerie et les Armées, décrédibilise largement.

IV - Les primaires donnent l'impression d'un théâtre de boulevard peu cohérent avec le retour d'une histoire tragique au cœur de l'Europe

Je poursuis et termine cette note par une réflexion sur le hiatus entre des primaires de la droite et du centre qui tiennent surtout de la comédie politique et une Histoire qui fait son grand retour en Europe et dans le monde en arborant le visage de la tragédie que des penseurs et des acteurs politiques ont pensé qu'elle avait perdu après 1991.

Pour détourner le titre de la thèse de Francis Fukuyama – qu'il a d'ailleurs légèrement amendée après 2001 –, la « fin de la fin de l'histoire » fait l'effet d'une douche froide à des dirigeants qui ont fait pour beaucoup leurs armes politiques et la majeure partie de leur carrière sous la « Balladurie » et la « Chiraquie » entre 1993 et 2007. Pour beaucoup de nos hommes politiques,

la chute de l'URSS était leur baptême du feu, en tout cas le début de leurs responsabilités politiques. Nicolas Sarkozy a ainsi été ministre du Budget de 1993 à 1995, ministre de l'Intérieur de 2002 à 2004, ministre de l'Économie et des Finances en 2004 et enfin ministre d'État de 2005 à 2007, à l'Intérieur de nouveau. Si Alain Juppé a été ministre délégué au Budget et porte-parole du gouvernement de 1986 à 1988, il a surtout connu son ascension après 1991 en étant ministre des Affaires étrangères de 1993 à 1995, Premier ministre de 1995 à 1997, et après une longue traversée du désert, ministre d'État de 2007 à 2012, à l'Ecologie, puis à la Défense et de nouveau aux Affaires étrangères. François Fillon a été ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de 1993 à 1995, ministre des Technologies de l'Information et de la Poste de 1995 à 1997, ministre des Affaires sociales et du Travail de 2002 à 2004, ministre de l'Éducation nationale de 2004 à 2005 et enfin Premier ministre de 2007 à 2012. Quant à Bruno Lemaire, le cadet des « grands » prétendants, il est l'exception en étant un enfant de l'ère Sarkozy pour ses fonctions gouvernementales : il a été secrétaire d'État aux Affaires européennes de 2008 à 2009 puis ministre de l'Agriculture de 2009 à 2012. Tous ces hommes politiques sont marqués par l'état d'esprit post-Guerre froide et ce que les Américains les plus « optimistes » ont nommé le « nouvel ordre mondial », un monde dont le rythme devait être essentiellement économique, apaisé par la démocratie libérale et surveillé par un gendarme planétaire, les États-Unis d'Amérique, seule « hyperpuissance » au monde pour reprendre le concept d'Hubert Védrine. Toute cette génération d'hommes d'État et d'élus de la nation a-t-elle pensé, en voyant les images du 11 septembre, que le monde dont elle était pétri, s'effondrait avec les tours du *World Trade Center* ? Avait-elle compris que les haines n'allaient pas s'éteindre avec l'irruption sur toute la planète du « M » des McDonald's ? Avait-elle compris que de grands États comme la Chine, l'Inde ou le Brésil n'allaient pas supporter que l'histoire s'arrêtât au prétexte que les États-Unis avaient gagné une guerre dont ceux-là n'étaient pas vraiment les belligérants ? Avaient-ils pensé encore que la Russie, tombée en ruine, dans l'alcool, la drogue et le déshonneur, allait derechef demander une place dans le concert des nations ? Toutes ces questions qui marquent l'hypothèse du retour de l'Histoire tragique comme moteur du monde ne paraissaient guère à la mode lorsque nos dirigeants ont fait leurs armes politiques dans la décennie 1990 et au début des années 2000.

Ils sont soudainement obligés de changer d'état d'esprit, se rendant compte que, dans des temps aussi troublés, le narcissisme de la *peopolisation* – comme

Nicolas Sarkozy en 2007 – ne sont plus admis aujourd’hui par leurs concitoyens, de même que cet esprit politiquement correct qui servait de « soma » à la génération « radsoc » de la chiraquie. C'est d'ailleurs ce qui inquiète Alain Juppé, qui pensait qu'après Normal 1^{er} de gauche, Normal 2nd de droite pourrait lui succéder. Si après la déception du premier quinquennat de Nicolas Sarkozy (2007-2012) et le désastre du quinquennat socialiste (2012-2017), la droite venait à échouer dans l'exercice du pouvoir entre 2017 et 2022, nos institutions de 1958 pourraient-elles survivre à d'aussi durables échecs ? Il est permis d'en douter tant les tensions à l'intérieur du pays sont grandes. Les primaires de la droite et du centre donnent-elles l'impression qu'un homme d'État se prépare à relever le défi de cet « art des conséquences » qu'évoquait Marcel Gauchet ? Ces primaires sont-elles encore le lieu d'un débat idéologique pour faire se joindre les principes républicains vidés de leur contenu et les réalités nouvelles, à la fois nationales et internationales ? Ces primaires sont-elles enfin le lieu d'un questionnement sur la nature de la légitimité politique qui soutient l'action du président de la République ? Toutes ces questions sont désespérément sans réponse, ce qui laisse mal augurer de l'élection présidentielle de 2017 et, plus gravement, d'une réponse d'envergure à la crise politique profonde qui mine le pays.

Paris, été 2016

Retrouvez l'actualité de l'Institut Diderot sur
www.institutdiderot.fr / @InstitutDiderot

LES PUBLICATIONS DE L'INSTITUT DIDEROT

Dans la même collection

- L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert - Emmanuel Halais
- Le futur de la procréation - Pascal Nouvel
- La République à l'épreuve du communautarisme - Eric Keslassy
- Proposition pour la Chine - Pierre-Louis Ménard
- L'habitat en utopie - Thierry Paquot
- Une Assemblée nationale plus représentative - Eric Keslassy
- Où va l'Égypte ? - Ismaïl Serageldin
- Sur le service civique - Jean-Pierre Gualezzi
- La recherche en France et en Allemagne - Michèle Vallenthini
- Le fanatisme - Texte d'Alexandre Delyre présenté par Dominique Lecourt
- De l'antisémitisme en France - Eric Keslassy
- Je suis Charlie. Un an après... - Patrick Autréaux
- Attachement, trauma et résilience - Boris Cyrulnik

Les Carnets des Dialogues du Matin

- L'avenir de l'automobile - Louis Schweitzer
- Les nanotechnologies & l'avenir de l'homme - Etienne Klein
- L'avenir de la croissance - Bernard Stiegler
- L'avenir de la régénération cérébrale - Alain Prochiantz
- L'avenir de l'Europe - Franck Debié
- L'avenir de la cybersécurité - Nicolas Arpagian
- L'avenir de la population française - François Héran
- L'avenir de la cancérologie - François Goldwasser
- L'avenir de la prédiction - Henri Atlan
- L'avenir de l'aménagement des territoires - Jérôme Monod
- L'avenir de la démocratie - Dominique Schnapper
- L'avenir du capitalisme - Bernard Maris
- L'avenir de la dépendance - Florence Lustman
- L'avenir de l'alimentation - Marion Guillou
- L'avenir des humanités - Jean-François Pradeau
- L'avenir des villes - Thierry Paquot
- L'avenir du droit international - Monique Chemillier-Gendreau
- L'avenir de la famille - Boris Cyrulnik
- L'avenir du populisme - Dominique Reynié
- L'avenir de la puissance chinoise - Jean-Luc Domenach
- L'avenir de l'économie sociale - Jean-Claude Seys

- L'avenir de la vie privée dans la société numérique - Alex Türk
 - L'avenir de l'hôpital public - Bernard Granger
 - L'avenir de la guerre - Henri Bentgeat & Rony Brauman
 - L'avenir de la politique industrielle française - Louis Gallois
 - L'avenir de la politique énergétique française - Pierre Papon
 - L'avenir du pétrole - Claude Mandil
 - L'avenir de l'euro et de la BCE - Henri Guaino & Denis Kessler
 - L'avenir de la propriété intellectuelle - Denis Olivennes
 - L'avenir du travail - Dominique Méda
 - L'avenir de l'anti-science - Alexandre Moatti
 - L'avenir du logement - Olivier Mitterrand
 - L'avenir de la mondialisation - Jean-Pierre Chevènement
 - L'avenir de la lutte contre la pauvreté - François Chérèque
 - L'avenir du climat - Jean Jouzel
 - L'avenir de la nouvelle Russie - Alexandre Adler
 - L'avenir de la politique - Alain Juppé
 - L'avenir des Big-Data - Kenneth Cukier et Dominique Leglu
 - L'avenir de l'organisation des Entreprises - Guillaume Poitrinal
 - L'avenir de l'enseignement du fait religieux dans l'école laïque - Régis Debray
 - L'avenir des inégalités - Hervé Le Bras
 - L'avenir de la diplomatie - Pierre Grosser
 - L'avenir des relations Franco-russes - Alexandre Orlov
 - L'avenir du Parlement - François Cornut-Gentille
 - L'avenir du terrorisme - Alain Bauer
 - L'avenir du politiquement correct - André Comte-Sponville & Dominique Lecourt
 - L'avenir de la zone euro - Michel Aglietta & Jacques Sapir
 - L'avenir du conflit entre chiites et sunnites - Anne-Clémentine Larroque
 - L'Iran et son avenir - S.E. Ali Ahani
 - L'avenir de l'enseignement - François-Xavier Bellamy

Les Dîners de l’Institut Diderot

- La Prospective, de demain à aujourd’hui - Nathalie Kosciusko-Morizet
 - Politique de santé : répondre aux défis de demain - Claude Evin
 - La réforme de la santé aux États-Unis :
Quels enseignements pour l’assurance maladie française ? - Victor Rodwin
 - La question du médicament - Philippe Even

Les Entretiens de l’Institut Diderot

- L'avenir du progrès (actes des Entretiens 2011)
 - Les 18-24 ans et l'avenir de la politique



LA DROITE EST-ELLE PRÊTE POUR 2017 ?

Diplômé de Sciences Po Paris et licencié en philosophie de l'Université Paris-Sorbonne après un double cursus, **ALEXIS FEERTCHAK** est le créateur du journal iPhilo.fr, il collabore au FigaroVox et travaille pour le cabinet d'intelligence stratégique « Planeting ».

“ Va-t-on continuer longtemps à faire de la « question musulmane » le centre, presque exclusif, du débat politique ? Les primaires de la droite et d'une partie du centre, cette année, vont-elles, autant que celles de la gauche de 1995, 2006 et 2011, y contribuer à coup de « burkini » ou autre plaisanterie appropriée à l'hystérie argumentative des intellectuels ? L'essentiel pour le peuple français, ne réside-t-il pas plutôt dans la perspective économique et sociale d'un pays durement secoué par les crises successives ? À la question, « dans la perspective de la prochaine élection présidentielle, qu'est-ce qui compte le plus pour vous? », 64 % des sondés répondent que ce sont les thèmes économiques et sociaux ! Les thèmes identitaires et de sécurité loin derrière. Même si la lutte contre l'islam radical est évidemment un combat à mener. Cela aurait dû être fait depuis des lustres.

On attend des candidats qu'ils se penchent sur la gravité de la situation. Que l'avenir de l'enseignement fasse l'objet d'un réexamen complet, en rupture avec les dogmes pédagogistes qui ont miné depuis des décennies le système éducatif de notre pays. Que les candidats nous expliquent comment ils vont restaurer l'autorité de l'État, si mal en point depuis bien des années. On voudrait par exemple qu'ils montrent ce qu'est qu'une Loi, dûment appliquée...

Pr. DOMINIQUE LECOURT
Directeur général de l'Institut Diderot

La présente publication ne peut être vendue